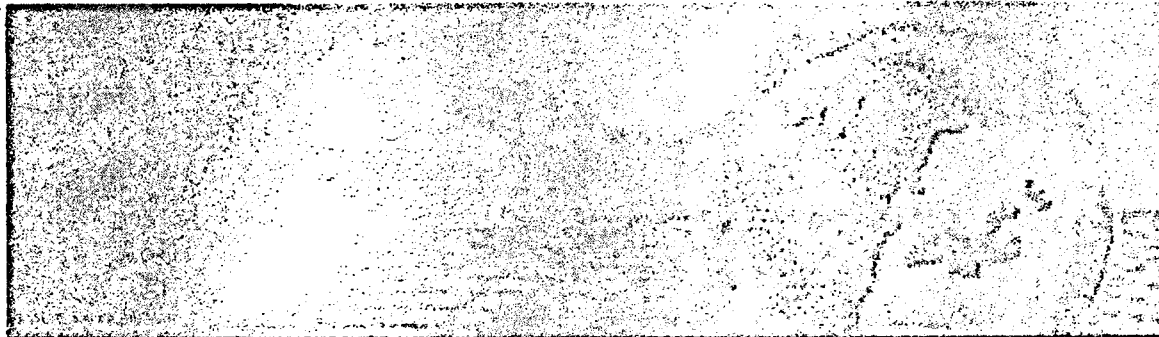


FUTURS AFRICAINS
NLTPS - RAF 97/016



La Mondialisation
Repères et Evolution, Caractéristiques et Enjeux

Document de travail rédigé dans le cadre du séminaire
"la Diplomatie Béninoise Face aux Défis de la Mondialisation organisé par
le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République du Bénin



Introduction	1
I - REPÈRES	3
1. Les formes de mondialisation.....	3
2. La mondialisation actuelle.....	5
II – ÉVOLUTION	6
1. Internationalisation	6
2. Globalisation.....	8
3. Une réalité émergente	12
III - CARACTÉRISTIQUES	14
1. L'information : globalisation des réseaux et cyberéconomie	15
2. Les flux de capitaux : globalisation financière.....	18
3. Les investissements directs étrangers : mondialisation du capital.....	21
4. Les biens et services : mondialisation des échanges.....	22
5. Les échanges humains : mondialisation des migrations	24
6. La mondialisation en question.....	25
IV - ENJEUX	26
1. Scénario rose	26
2. Scénario intermédiaire	29
3. Scénario gris	29
4. Les défis à relever	30
Conclusion	31
Bibliographie	33
ANNEXES	36
Tableaux.....	36
Graphique.....	43

La Mondialisation
Repères et Evolution, Caractéristiques et Enjeux*
Par Sams Dine SY, Consultant en Prospective , Dakar email : samsdine@refer.sn

Introduction

Rédiger un document sur " la mondialisation" implique de définir avec précision le contenu de ce terme. Dans le langage courant, le mot de mondialisation a une connotation économique très forte et signifie "globalisation" en français, car la littérature la plus ancienne sur le phénomène est en anglais. Dans ce cas, le concept fait référence à la mondialisation de l'économie et renvoie à l'idée que le marché s'impose à l'ensemble de la planète, après presque un demi-siècle de coexistence pacifique.

En effet, l'abondant usage du terme n'est pas sans lien avec la puissante vague politique et idéologique libérale dans laquelle s'affirment aussi des positions opposées, comme en témoigne le débat sur les différents modèles d'économies de marché. Si la chute du mur de Berlin, la conversion de la Russie, de l'Europe centrale et orientale confirment - entre autres - cette réalité, on ne fait alors que désigner par ce terme, le capitalisme. Mais, avec l'émergence de nouvelles réalités mondiales depuis la fin de la guerre froide, le consensus qui faisait de la mondialisation une affaire économique est en train de voler en éclats, sous la pression de diverses disciplines qui entrent en compétition pour en construire le paradigme.

L'article commence par examiner les repères et l'évolution, avant d'analyser les caractéristiques et les enjeux.

Le premier chapitre s'efforce de remettre la mondialisation dans son cadre historique, puis de cerner les grands traits de la mondialisation actuelle à laquelle les chapitres suivants sont essentiellement consacrés.

Le deuxième chapitre retrace les principales étapes qui ont conduit à cette mondialisation, à travers l'examen des processus d'internationalisation et de globalisation. Il décrit le contenu de ces étapes, souligne l'accélération du processus au cours des années 90 en particulier dans le domaine financier et s'arrête sur les principales décisions politiques qui les ont marquées.

Le troisième chapitre examine le processus d'un point de vue concret. Partant du rôle central des grandes firmes multinationales, le chapitre s'attache à caractériser la dynamique, dans les domaines où elle est considérée comme étant pratiquement achevée ou suffisamment avancée : l'information, la finance, les investissements, le commerce et les migrations internationales. Il soulève aussi les principaux problèmes qui sont au centre du débat sur la mondialisation en insistant sur celui des inégalités.

Le dernier chapitre procède à l'évaluation des enjeux de la mondialisation à l'aide d'un cadrage prospectif et des scénarios d'évolution mondiale disponibles. Il en tire les impacts potentiels qui constituent autant de grands défis à relever par les principales régions et les acteurs des relations internationales. Enfin, le document apporte quelques éléments de réflexion sur les politiques publiques susceptibles de relever ces défis, avant de se pencher sur le cas spécifique de l'Afrique à travers l'examen des défis que ce continent doit relever à court, moyen et long terme.

La Mondialisation
Repères et Evolution, Caractéristiques et Enjeux*
Par Sams Dine SY, Consultant en Prospective , Dakar email : samsdine@refer.sn

Introduction

Rédiger un document sur " la mondialisation" implique de définir avec précision le contenu de ce terme. Dans le langage courant, le mot de mondialisation a une connotation économique très forte et signifie "globalisation" en français, car la littérature la plus ancienne sur le phénomène est en anglais. Dans ce cas, le concept fait référence à la mondialisation de l'économie et renvoie à l'idée que le marché s'impose à l'ensemble de la planète, après presque un demi-siècle de coexistence pacifique.

En effet, l'abondant usage du terme n'est pas sans lien avec la puissante vague politique et idéologique libérale dans laquelle s'affirment aussi des positions opposées, comme en témoigne le débat sur les différents modèles d'économies de marché. Si la chute du mur de Berlin, la conversion de la Russie, de l'Europe centrale et orientale confirment - entre autres - cette réalité, on ne fait alors que désigner par ce terme, le capitalisme. Mais, avec l'émergence de nouvelles réalités mondiales depuis la fin de la guerre froide, le consensus qui faisait de la mondialisation une affaire économique est en train de voler en éclats, sous la pression de diverses disciplines qui entrent en compétition pour en construire le paradigme.

L'article commence par examiner les repères et l'évolution, avant d'analyser les caractéristiques et les enjeux.

Le premier chapitre s'efforce de remettre la mondialisation dans son cadre historique, puis de cerner les grands traits de la mondialisation actuelle à laquelle les chapitres suivants sont essentiellement consacrés.

Le deuxième chapitre retrace les principales étapes qui ont conduit à cette mondialisation, à travers l'examen des processus d'internationalisation et de globalisation. Il décrit le contenu de ces étapes, souligne l'accélération du processus au cours des années 90 en particulier dans le domaine financier et s'arrête sur les principales décisions politiques qui les ont marquées.

Le troisième chapitre examine le processus d'un point de vue concret. Partant du rôle central des grandes firmes multinationales, le chapitre s'attache à caractériser la dynamique, dans les domaines où elle est considérée comme étant pratiquement achevée ou suffisamment avancée : l'information, la finance, les investissements, le commerce et les migrations internationales. Il soulève aussi les principaux problèmes qui sont au centre du débat sur la mondialisation en insistant sur celui des inégalités.

Le dernier chapitre procède à l'évaluation des enjeux de la mondialisation à l'aide d'un cadrage prospectif et des scénarios d'évolution mondiale disponibles. Il en tire les impacts potentiels qui constituent autant de grands défis à relever par les principales régions et les acteurs des relations internationales. Enfin, le document apporte quelques éléments de réflexion sur les politiques publiques susceptibles de relever ces défis, avant de se pencher sur le cas spécifique de l'Afrique à travers l'examen des défis que ce continent doit relever à court, moyen et long terme.

I - REPÈRES

Le monde a connu au cours de ce dernier quart de siècle, des transformations spectaculaires au plan économique, politique et institutionnel. Les concepts de globalisation et de mondialisation sont utilisés pour désigner les forces qui entraînent ces transformations ainsi que l'appartenance de l'Humanité à la réalité émergente du monde fini. Mais les deux concepts ne sont pas équivalents et traduisent des évolutions bien distinctes¹. La globalisation renvoie à l'idée de proximité, de connexité, d'unification technico-financière, sans référence à une extension obligatoire à toute la planète, ni à une limitation au monde terrestre. Cependant, la mondialisation met l'accent sur le fait que la planète devient un espace unique. Il ne s'agit donc plus de débat entre les différents types de capitalisme et encore moins d'un débat franco-anglosaxon. Le débat actuel reflète des divergences profondes entre deux lectures du monde, l'une privilégiant le tout économique et l'autre considérant la mondialisation comme un fait social total. Entre ces positions extrêmes les tentatives de synthèse ou de banalisation du phénomène ne manquent pas.

L'effort consacré par les diverses disciplines concernées pour le prendre en compte est inégal. Son analyse économique est plus rigoureuse que celle des autres dimensions. Les historiens tentent de lui restituer son épaisseur, tandis que les politologues et les stratégestes se préoccupent de faire la synthèse entre les différentes approches pour l'installer au carrefour de la diplomatie et de l'économie. Les spécialistes des sciences sociales et les économistes du développement commencent à relativiser l'importance du phénomène. Partant des informations disponibles, ce chapitre s'efforce de fournir les repères des différentes mondialisations, avant de recenser les principales acceptions, facettes et dimensions de la mondialisation en cours.

Les analyses existantes sur les formes de mondialisation peuvent être réparties entre celles qui adoptent une perspective structurelle et celles qui se situent au plan de la phénoménologie. D'un point de vue structurelle, les analyses se contentent d'évaluer les résultats de la mondialisation et représentent le monde comme un champ de forces où l'État reste le constituant de base un réseau hiérarchisé, un ensemble de mondes juxtaposant de groupes humains qui s'ignorent pour l'essentiel ou encore une communauté culturelle². La deuxième perspective aborde la problématique au plan de la phénoménologie. Partant du point de vue des principaux acteurs que sont les États, les entreprises et la société civile, les analystes qui se situent sur ce plan, commencent par réfuter l'existence d'une mondialisation et se préoccupent d'abord des modalités d'adaptation³. Poursuivant l'effort de périodisation, d'autres historiens et économistes cherchent à identifier les temps forts de la mondialisation, sans toutefois parvenir à s'entendre sur les principales phases et leur contenu. Mais ils s'accordent dans l'ensemble pour reconnaître l'existence de mondialisations spécifiques avant la deuxième guerre mondiale et depuis la fin la guerre froide. Le recul des XVII^e et XVIII^e siècles est aussi mentionné, de même que les tentatives avortées de mondialisation autour de l'Europe, entre 1850 et 1914 et la régression apparente qui s'en est suivie jusqu'en 1971.

La phase actuelle de la mondialisation est marquée par une série de continuités et de ruptures. Elle se déroule dans un contexte de fragmentations successives qui caractérisent le premier quart de siècle, avec les empires coloniaux. Elle renoue avec les mondialisations précédentes avec l'accélération des échanges et des

* Cet article est une version synthétique du document technique préparé en Août 1998 pour le compte de Futurs Africains à la demande du Gouvernement de la République du Bénin, Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération. Son contenu n'engage que l'auteur.

L'analyse bibliographique et des sites internet ainsi que les annexes statistiques ne sont pas reproduits.

¹ Ce chapitre doit aux travaux de GEMDEV, Adda, Amin, Beaud, Attali, Durand, Joxe, Kennedy, Satchwald (1994), IFRI (Ramses 95 et 96)

² Durand

³ La typologie de M. Beaud, qui distingue l'archéo-mondialisation, la proto-mondialisation et la mondialisation actuelle participe de cette perspective.

investissements internationaux. Elle s'en distingue cependant par la volonté manifeste d'y mettre de l'ordre, que ce soit par la combinaison de l'union économique et politique, que par le maillage systématique du monde, à travers les sommets mondiaux, les forums interrégionaux, Internet, le multimédia et les programmes dans les méga-sciences. La suite de l'étude est essentiellement consacrée à la phase actuelle.

II – ÉVOLUTION

L'évolution mondiale sera examinée à travers les phases d'internationalisation, de globalisation et d'émergence d'une nouvelle réalité que plusieurs auteurs appellent pour l'instant mondialisation⁴.

Les entreprises multinationales occupent une place centrale dans le processus d'internationalisation à travers deux modalités : les échanges d'abord, l'investissement direct étranger ensuite, les nouvelles formes d'investissement et les fusions/acquisitions enfin. L'adoption de chacune de ces modalités constitue autant d'étapes qui rythment le passage de l'internationalisation à la globalisation, de cette dernière à la mondialisation.

Les firmes multinationales sont apparues dans le dernier quart du XX^e siècle, à la suite des avancées technologiques conduisant à l'élaboration et à la commercialisation de nouveaux produits et procédés, afin de répondre à la demande en croissance rapide des économies capitalistes. Mais il est rapidement apparu comme étant plus rentable d'investir dans la production des biens intermédiaires que de continuer à dépendre de fournisseurs - le plus souvent localisés dans les pays en développement - aux capacités incertaines. C'est ainsi qu'une intégration verticale en amont a été mise en place au niveau international, notamment dans l'industrie des matières premières minières, pétrolières et agricoles. En 1914 le volume d'investissement à l'étranger avait atteint 14 milliards \$US soit, environ 35% de la dette internationale à long terme de l'époque. Cette forme d'IDE a influencé durablement les caractéristiques du commerce international et se trouve à l'origine de la vocation de nombre de pays coloniaux ou économiquement dépendants d'exportateur de produits de base.

Au cours de la première moitié du XX^e siècle, ont commencé à se constituer en particulier aux États-Unis, l'oligopole international et les cartels internationaux sur la base d'investissements croisés, d'octroi de licences et de constitutions de fonds communs de brevets et d'ententes sur des marchés par pays et par continents. Mais c'est surtout la vague de protectionnisme après la deuxième guerre mondiale qui a stimulé la production délocalisée, en obligeant les entreprises à remplacer les exportations par une production locale. L'avènement des politiques délibérées d'import-substitution ont ainsi provoqué l'expansion des investissements américains en Europe, en Amérique latine et en Asie au cours des années 50-60. Au cours des années 60, les barrières aux échanges ont été largement démantelées, dans les pays industrialisés, sous l'impulsion du "Kennedy Round". De même, les pays en développement ont commencé à créer des zones de libre-échange en Amérique latine, en Afrique de l'Est et en Asie. Il en a résulté une forte croissance des échanges, sans pour autant contraindre l'IDE. De cette période date aussi l'accroissement régulier du commerce intra-firme et le découplage entre le taux de croissance du PIB et de celui du commerce qui en représentait le double.

L'effondrement du système de Bretton-Woods, le second choc pétrolier, l'instabilité macroéconomique et la vague d'innovations technologiques radicales créent un nouveau contexte qui a sans doute favorisé l'apparition de nouvelles formes d'investissement dans des actifs intangibles qui préfigurent les produits-connaissances et les marchandises-informations de l'économie du savoir global (*global knowledge*)⁵.

Au cours des années 80, le processus d'internationalisation, tel qu'on l'a connu jusque-là change de nature et connaît une rupture, avec la croissance rapide des investissements directs étrangers. Mais c'est avec la globalisation financière que la rupture est la plus radicale. Le stock des prêts bancaires est ainsi passé de

⁴ Ce chapitre doit analyses de OCDE (1990, 1995, Porter, Satchwald (1994), Reich, CE (1996), GEMDEV, Ghali, Goldin, IFRI (Ramses 92-98)

⁵ OCDE (1990), David & Foray, Revue STI n° 16, 1995.

4% du PNB des pays de l'OCDE en 1980 à 44% en 1991 pour atteindre 17 trillions \$US. Les transactions sur le marché des changes ont connu une formidable croissance pour atteindre 900 milliards \$US par jour au début des années 90. Quant aux places financières, elles se sont de plus en plus ouvertes aux intervenants étrangers, alimentés par le mouvement de fusions/acquisitions. Ce mouvement a renforcé l'interdépendance entre les places financières conduisant aux krachs boursiers dont celui de 1987 a été le symbole. C'est ce changement qualitatif et quantitatif qui justifie l'abandon du concept d'internationalisation au profit de celui de globalisation, traduisant la perception de l'émergence d'un espace mondial de plus en plus unifié, l'existence d'une conjoncture mondiale, d'une interdépendance macro-économique.

Le passage à la notion de mondialisation est déterminé par les effets cumulés des phénomènes de globalisation. La gestion de l'interdépendance en devenant un débat à l'ordre du jour au sein du G7 institutionnalisé, consacre le niveau macroéconomique. Mais, à partir de ce moment, la mondialisation passe du niveau économique au niveau politique et social. La chute du mur de Berlin a accéléré l'apparition d'autres dimensions du phénomène et fait découvrir tous les problèmes que la guerre froide avait occulté au niveau des ethnies, des frontières, des nationalismes, des croyances, des inégalités et des misères.

Une série d'événements survenus dès 1989 marque l'irruption du champ politique et social dans le processus de globalisation. Ces événements déclenchent aussi une prise de conscience de ses effets et de ses limites. Au cours de l'année 1989, une révolution intervient dans les relations internationales qui a conduit à l'éclatement de l'ex-empire soviétique et la réunification de l'Allemagne. Cette révolution consacre le triomphe des principes de l'économie de marché et le rôle croissant des technologies de l'information et de communication dans la diffusion de ces principes. En 1990, en pleine crise du Koweït le Président G. Bush mentionne la création d'un nouvel ordre mondial ; “ un monde où les Nations Unies, libérées de l'impasse de la guerre froide, sont en mesure de réaliser la vision historique de leurs fondateurs. Un monde dans lequel la liberté et les droits de l'homme sont respectés par toutes les nations”.

La perspective d'un nouvel ordre mondial trouve sa pleine expression avec la vaste poussée en faveur de la démocratie qui, après avoir mis fin aux régimes communistes en Europe de l'Est, touche l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique. Pour les Etats de ces régions, adopter la démocratie signifie désormais se rallier à un modèle économique qui met en valeur le système du marché, l'ouverture des frontières, l'ouverture financière⁶ et l'acceptation des règles financières et monétaires internationales. En échange de cette soumission, les pays peuvent accéder à l'aide, au crédit et aux marchés financiers.

L'apparition de nouveaux espaces de croissance parallèlement au processus de globalisation suggèrent à certains auteurs l'existence d'un lien entre les deux phénomènes⁷. Les pays de l'Europe de l'Est et certains pays en développement parviennent certes à effectuer un retour sur la scène économique internationale et à réintégrer les circuits financiers internationaux. C'est avec le Mexique que les marchés émergents, fruit de la globalisation financière, se révèlent rapidement comme le talon d'Achille de ce processus. La crise mexicaine a mis en lumière l'extrême sensibilité des flux des capitaux aux modifications de l'environnement international. La vulnérabilité des marchés émergents a aussi mis à jour, une évolution de la notion de risque pays, qui intègre désormais – avec le risque systémique - une dimension macroéconomique, sociale et politique, en bref de l'environnement.

La crise financière de 1998, en prenant une dimension de plus en plus mondiale provoque la chute de toutes les places boursières de tous les indices boursiers et du prix des matières premières. Selon les estimations, les patrimoines locaux dans les pays asiatiques touchés se sont dépréciés de plus de 75%, tandis leur PIB a diminué d'au moins 50% en l'espace d'une année. Le déficit de régulation se fait de plus en plus sentir, en l'absence d'institutions mondiales suffisamment fortes pour discipliner les marchés. Les remèdes mis en place par les Institutions de Bretton Woods sont remis en cause, y compris même au sein des celles-ci en ce qu'ils semblent avoir produit l'effet inverse. Tous les pays sont concernés par le ralentissement de la

⁶ OCDE (1993)

⁷ F. Nicolas : Economies émergentes : mythes ou réalités in Ramses 97

croissance de la région asiatique. La Chine ne peut plus rester à l'écart, pas plus que l'Afrique. Les pays africains qui espéraient bénéficier de la réhabilitation financière en cours depuis le début des années 90 constatent le redéploiement des portefeuilles internationaux vers des régions plus sûres, des placements de qualité et plus liquides. En tout état de cause, il n'est pas sûr que les pays dont les monnaies sont encore arrimées au dollar, soient en mesure de soutenir ce type de choix.

Ainsi va la mondialisation, impulsé depuis un quart de siècle par des évolutions technologiques spectaculaires, piloté par des changements institutionnels et de politiques majeurs au niveau des entreprises et des États. Les innovations technologiques ont entraîné des fortes réductions des coûts de transports et de communication et la multiplication des liens entre pays et régions en matière d'échanges, de financement, d'investissement et de transfert de technologie. Elles ont déclenché les phénomènes dont le chapitre suivant s'efforcera de caractériser la dynamique. Parallèlement à ces transformations, d'autres forces à l'œuvre ont servi de moteur à la mondialisation. Les changements de politiques ont contribué à réduire sensiblement les barrières aux échanges multilatéraux et à démanteler les contrôles des capitaux. Un modèle d'intégration mondiale tend même à s'imposer dans les relations internationales, avec son corollaire, l'acceptation des institutions démocratiques et des principes de l'économie du marché. Cela ne va sans conséquence pour le modèle national, dont les propriétés traditionnelles sont en voie de décomposition pour céder la place aux propriétés d'un ordre mondial ou planétaire.

D'autres évolutions sont à prendre en compte, en particulier les différents "Round "qui ont marqué les négociations commerciales internationales, ainsi que l'atmosphère de détente entre l'Est et l'Ouest au cours des années 80. Enfin on ne peut s'empêcher de mentionner les nombreuses voix qui s'élèvent depuis le milieu des années 90 pour défendre l'idée de mondialisation pour caractériser cette réalité émergente que le mot de globalisation ne résume pas.

III - CARACTÉRISTIQUES

Les phénomènes de mondialisation ne concernent pas également tous les aspects de l'activité humaine et toutes les régions du monde⁸. En effet, ce sont d'abord les activités économiques qui sont le plus concernées par la mondialisation, même si d'aucuns ne manquent pas de rappeler que les activités culturelles l'ont été bien avant que l'usage du mot soit répandu. Force néanmoins est de constater que c'est la globalisation ou la mondialisation économique et financière qui a suscité des analyses rigoureuses et de quantification. Au plan géographique, la mondialisation des échanges concerne en premier lieu les pays de la Triade, mais d'autres pays en constituent à présent le moteur.

En tant que processus, la mondialisation représente une évolution qualitative fondamentale pour les différents acteurs des relations internationales. Même si l'accord est loin de se faire sur ce qui la caractérise, la spécificité de la mondialisation actuelle est reconnue par tous. Néanmoins, la question de l'existence d'acteurs mondialisés est l'objet de controverse. Les entreprises, les États, les organisations internationales privées ou publiques, les particuliers et les groupes y participent à des degrés divers. Bien que les États soient au premier rang de la conception d'un ordre mondial, beaucoup de choses leur échappent. Pour les entreprises qui pourtant sont au centre du processus, plusieurs auteurs commencent à relativiser l'importance et même à mettre en doute l'existence des firmes globales. Dans ces conditions, il est plus utile d'examiner les principales modalités de mondialisation.

On peut retenir le terme de globalisation pour les domaines où la mondialisation est suffisamment avancée pour qu'ils relèvent d'un traitement d'ensemble. Il s'agit d'abord des domaines dans lesquels les grandes firmes échappent largement au contrôle des États-nations. Les ressources technologiques et financières étant les principaux déterminants de la globalisation, les principaux domaines sont traités suivant un ordre décroissant.

⁸ Ce chapitre s'inspire de travaux variés dont Boyer, Chesnais, Carron de la Carrière, De Foucauld, Martre, Reich, Satchwald, IFRI GEMDEV, Le Monde, le Monde diplomatique.

1. L'information : globalisation des réseaux et cyberéconomie⁹

A l'origine de la globalisation de l'information¹⁰ se trouve l'apparition d'une nouvelle industrie numérique avec son infrastructure - les autoroutes de l'information - associant le contenu de l'information, son stockage, les capacités de traitement, les moyens de communication, les services et les applications. C'est dans ce domaine qu'on assiste aussi à une forte concentration des entreprises d'informatique et d'image qui constituent - avec les services bancaires et financiers - le cœur de l'oligopole mondial. La globalisation de l'information met en présence cinq groupes d'opérateurs dont les plus importants sont les sociétés de télécommunication opérant sur longue distance (National Telegraph & Telephon, American Telegraph & Telephon, Deutsche Telecom, France Telecom, British Telecom).

Il est de plus en plus admis que la révolution du XXI^e siècle sera celle de l'information pour tous, même si peu de gens avaient, jusqu'au début des années 90, conscience de son imminence. C'est pourquoi il est important de s'attarder sur les domaines concernés, à savoir les services d'intérêt général, le commerce électronique et les nouvelles méthodes de travail, le contenu multimédia, les technologies industrielles essentielles à la société de l'information globale. Les forces en présence, les marchés en jeu et les champs d'application possibles sont tels, qu'ils doivent être décrits avec précision pour bien évaluer l'ampleur de cette dimension¹¹.

On s'attend à ce que plus de 100 millions de foyers dans le monde puissent accéder au meilleur coût à des **services d'intérêt général** de qualité au début des années 2000, contre seulement un tiers au milieu de la décennie 90. Cette performance est facilitée par une plus grande interopérabilité des applications dans les domaines de l'éducation et de la formation, de la santé, des administrations publiques de l'environnement, des transports. Il s'agit d'un marché en pleine explosion de plusieurs dizaines de milliards \$US.

Le **commerce électronique** et les nouvelles méthodes de travail en particulier le télétravail constitue un secteur en pleine explosion, sous l'effet de l'intégration des marchés et du développement des réseaux de services. Il répond à la demande considérable de statistiques modernes et fiables et à celles des PME qui ne disposent pas de moyens d'investissement. Le montant des échanges de données - valeurs financières, boursières ou monétaires, de texte, de documents, d'information à travers le monde dépasse de loin celui des transactions commerciales de l'économie réelle. Ainsi, vers l'an 2005, un tiers des transactions devraient être effectuées sous forme électronique et plus de 50% des entreprises commerceront électroniquement.

Les changements induits par les technologies de l'information et de communication dans **les modes de travail et d'échanges** se situent au niveau planétaire. Mais les implications se situent au niveau des entreprises, de secteur industriel et de service et des économies nationales. Les investissements immatériels dans le génie logiciel, les systèmes de microprocesseurs ouverts, la conception assistée par ordinateur, la modélisation des données, la conception des bases de données et la microélectronique sont à la base de la performance pour la compétitivité, l'emploi, le développement de nouveaux marchés et services, l'attractivité des espaces pour l'investissement.

Les **systèmes multimédias**, constituent le domaine par excellence de globalisation tirée par la demande et pilotée par la technologie. Celle-ci a permis l'intégration sans cloisonnement de la voix, de la vidéo, du texte, du son, de l'animation et des graphiques. Le développement d'Internet, grâce à la compression des temps de transmission et à l'accroissement de la vitesse de circulation des données qui réduisent le coût des connexions, ouvre des possibilités encore plus extraordinaires d'intégration de toutes sortes de documents textuels, photographiques, audiovisuels, sonores multimédias et virtuels, avec la possibilité d'interagir avec eux.

⁹ Néologisme traduit de cybernomics (The Economist (1996)

¹⁰ Théry, Nora, CE (1996 et 1997), Martre, OCDE (1995), The Economist (1996), Revue STI

¹¹ CE (1997)

Internet préfigure à lui seul le système multimédia du futur par les services qui y sont dès à présent accessibles : le courrier électronique, les forums de discussions, le téléchargement de fichiers informatiques, la téléconnexion sur d'autres ordinateurs, la navigation dans des bases de données mondiales à l'aide de catalogues, la recherche d'information à l'aide de mots clés, le World Wide Web qui permet la navigation dans le réseau mondial des ressources à l'aide de pages d'hypertexte. De nouvelles perspectives s'ouvrent encore comme de faire transiter des conversations téléphoniques pour le prix d'une communication locale, de télésurveiller des usines, de piloter des caméras d'observation, de conduire des robots, de charger son ordinateur de "mondes virtuels," c'est-à-dire de modèles en trois dimensions (3D)¹².

Le début du XXI^e siècle devrait être caractérisé par une explosion de l'usage d'Internet avec environ 300 millions d'utilisateurs contre 30 millions au milieu de la décennie 1990. Le paradoxe est que d'un côté ce réseau favorise la globalisation de l'information mais de l'autre, il constitue un obstacle à l'expression de la diversité linguistique et culturelle du fait que la quasi-totalité du contenu y circulant est formulée en anglais, bien que 50% des utilisateurs soient d'une langue maternelle différente. Le mode de fonctionnement coopératif, l'absence d'un système de sécurité et de moyens de facturation constituent les principaux handicaps à surmonter pour faire de la Toile le facteur structurant de l'industrie et des services multimédia. L'encombrement prévisible d'Internet fait de l'attribution des adresses un enjeu de pouvoir, dans la mesure où le principal sponsor (les États-Unis) souhaite que cette responsabilité soit confiée à une entreprise privée sans but lucratif et d'autres, comme les Européens, souhaitent qu'une institution véritablement supranationale accorde les adresses de façon équitable entre les demandeurs.

Les technologies industrielles représentent un marché dont la croissance est plus élevée que n'importe quel autre domaine économique, avec 11% par an. Il était estimé en 1994 à plus de 300 milliards \$US. Les principaux domaines concernés sont les technologies dites génériques et les réseaux électroniques avancés à haut débit (technologies de l'informatique, des communications et des réseaux, les technologies et l'ingénierie du logiciel et des systèmes, les communications mobiles et personnelles, les périphériques).

La globalisation de l'information a ses repères institutionnels, avec le lancement par le G7 de l'initiative pour la société globale de l'information en 1995 (GIS), la signature, au sein l'OMC de deux accords sur les technologies de l'information (ATI) et sur les télécommunications (AT)¹³. Le GIS vise à faciliter les initiatives et les investissements privés, à mettre en place un cadre approprié pour stimuler les investissements et les usages et à créer un environnement favorable par la coopération. Un premier groupe de 10 projets thématiques a été retenu lors de la Conférence des Ministres du G7 en 1995, illustrant la diversité des domaines couverts. L'ATI est entré en vigueur en 1997 pour quelque 300 produits regroupés en 6 catégories : les ordinateurs, les logiciels, les semi-conducteurs, les équipements qui servent à les fabriquer, les équipements de télécommunications. Les premiers 28 pays signataires représentent 92% du marché mondial, estimé à 600 milliards \$US par an. Quant à l'AT, il est entré en vigueur en 1998, sauf pour les pays en développement et les pays en transition. Mais les 68 pays signataires de l'accord en 1996 représentent déjà 93% du chiffre d'affaires mondial du secteur. L'accord concerne tous les segments de l'activité : téléphone, télex, fax, transmission de données et moyens de transports de signaux, Avec ces succès, le système multilatéral a démontré aussi sa capacité à accompagner la mondialisation en continu, indépendamment des cycles classiques de négociation. Mais ces progrès ont été facilités par l'adoption des nouvelles approches en matière de coopération productive aussi bien par les États que par les entreprises, en réponse à l'intensification de la concurrence et à l'érosion de la part du secteur de fabrication dans le PIB, surtout dans les pays industrialisés.

2. Les flux de capitaux : globalisation financière

Avec les technologies de l'information et de communication, la révolution financière¹⁴ constitue un des vecteurs les plus puissants de la globalisation et le point avancé de la mondialisation. Mais la globalisation financière ne concerne que les flux de capitaux privés. Les flux financiers publics tels que les emprunts

¹² Monde diplomatique (1997)

¹³ Ramses 98

¹⁴ Aglietta, de Boissieu, Camdessus, Chesnais, FMI, IFRI-Ramses 97, CE (1997a et b), OCDE (1996), Economie internationale, Revue d'économie financière (REF)

garantis par les États et les dons n'entrent pas en ligne de compte. Du reste, ces derniers marquent le pas depuis 1990 où ils représentaient près de deux tiers des flux totaux, contre seulement un quart en 1996. La globalisation financière inverse aussi les rôles traditionnels de l'économie réelle et de l'économie financière. Cette dernière constitue le principal foyer de diffusion des normes de gestion et de rentabilité auxquelles les acteurs de l'économie réelle doivent se plier pour obtenir la confiance des marchés financiers. On assiste aussi à l'inversion du poids de la finance directe (les bourses) par rapport à la finance indirecte (les banques), la première canalisant désormais près de 60% des flux de capitaux.

C'est dans le secteur financier que la globalisation s'est imposée avant que l'économie politique ait réussi à en forger le concept. La globalisation financière est la modalité de mondialisation la plus facile à repérer, à cause de l'alourdissement du poids économique de l'industrie financière et de l'explosion des volumes des transactions. C'est aussi dans ce domaine que la notion de marché ouvert et concurrentiel a pris tout son sens et s'est matérialisé par des opérations sur actifs sans commune mesure avec les activités de la sphère économique. Les progrès de l'ingénierie financière, la déréglementation financière, les innovations financières, les marchés émergents, les investissements de portefeuille et les fonds de retraite sont les principaux traits distinctifs de la globalisation financière. La concentration en est aussi un. Ainsi, les 5 premiers gestionnaires de fonds américains de retraite gèrent 1200 Milliards \$US, soit l'équivalent du PIB d'un pays comme la France.

Entre 1990 et 1995, **les emprunts sur les marchés des capitaux** ont augmenté d'un quart pour atteindre 1,3 billions \$US. La part des pays non-membres de l'OCDE est de plus en plus significative, avec 20, 4% du total. Les opérations sur actifs financiers se sont développées sous l'effet conjugué de la déréglementation et des innovations financières. Les échanges d'actifs financiers dépassent les prêts bancaires et s'appêtent à tripler le PIB de l'OCDE. Sont principalement concernées les opérations sur actions et sur obligations qui, à elles seules se situent dans une fourchette allant de 150 à 250% en 1995 du PIB mondial. Rien que pour les transactions sur devises, le chiffre d'affaires journalier avoisine 1 500 milliards \$US. Les transactions liées aux marchandises représentent aujourd'hui à peine 3% des transactions sur les marchés des changes. Les opérations sur actifs financiers concernent essentiellement des stocks d'actifs constitués au cours du temps et sont extrêmement sensibles à des variations même minimales de rendement. Les principaux acteurs de ces opérations sont les investisseurs institutionnels : fonds de pension, organismes de placement collectif, fonds spéculatifs (*hedge funds*).

Les **fonds de pension** suscitent l'intérêt croissant des régulateurs¹⁵, compte tenu du rôle occulte qu'ils jouent dans le déclenchement des crises financières en Europe (SME en 1992), les turbulences sur le marché des obligations (1994) et la crise financière en Asie et en Russie (1997-98). Pourtant, ils ne disposent que d'une capitalisation de l'ordre de 100 milliards \$US, dont 20 milliards sont détenus par des macro-fonds spéculatifs. Ceci montre l'extraordinaire sensibilité de la sphère financière mondialisée aux anticipations d'acteurs financiers nouveaux. Ils peuvent précipiter les mouvements sur le prix des actifs financiers, directement à travers leurs transactions propres et indirectement, compte tenu de la tendance des autres opérateurs de marchés à s'aligner sur eux.

Les marchés émergents participent activement au mouvement depuis 1990, année au cours de laquelle ils ont attiré 231 Milliards \$US. Malgré un fléchissement en 1994-1995, après la crise mexicaine, les flux d'investissement de portefeuille en actions ont augmenté en 1996 pour représenter 14% des flux totaux de capitaux nets vers ces marchés. Depuis la mise en œuvre du Plan Brady, les titres de dettes de ces pays sont maintenant rachetés par le secteur privé. Les capitaux sont à présent mobilisés au profit du secteur privé de ces pays et de moins en moins pour leur secteur public.

Les outils et les techniques de **l'ingénierie financière** assurent aux capitaux des taux de rentabilité élevés, du fait des capacités des opérateurs financiers à combiner en temps réel les opportunités d'investissement à des actifs financiers spécifiques, à arbitrer entre la rentabilité et les risques. La globalisation financière consacre la domination des marchés financiers avec ses produits financiers de plus en plus sophistiqués tels

¹⁵ FMI

que les swaps, les composites d'options et de produits dérivés. C'est ce qui fait dire que se sont les marchés financiers qui décident de la valeur des politiques nationales.

La globalisation financière consacre aussi le rôle des actionnaires, en particulier des **gestionnaires de fonds de pension** vis-à-vis des managers, qui sont de plus en plus soumis à une contrainte de valorisation financière des entreprises. Il s'ensuit une dévalorisation du travail et surtout de la perte de contrôle des autorités nationales dont les comportements politiques et les mouvements sociaux déviants sont sanctionnés par les marchés. Les performances des conditions-cadres des économies nationales, des régions, des secteurs, et des entreprises font l'objet d'une évaluation étalonnée, les défaillances sont mises en exergue par rapport aux meilleures pratiques du moment. Il en est de même pour les banques centrales et les politiques publiques, qui sont entraînées dans une quête effrénée de crédibilité et d'attractivité des capitaux.

3. Les investissements directs étrangers : mondialisation du capital

Comme cela a été mis en évidence au chapitre précédent, l'IDE, constitue aujourd'hui le moyen principal d'intégration économique internationale. Dans sa phase de décollage, au début des années 90, l'IDE était dans une situation comparable à celle du commerce mondial dans les années 40. Aujourd'hui, sa principale caractéristique est sa concentration au sein de la zone OCDE, en particulier autour des trois pôles de la Triade. Mais sous l'effet croisé des stratégies mondiales d'un nombre croissant d'entreprises à la conquête de marchés extérieurs et de la libéralisation des régimes d'investissement à l'échelle mondiale, les autres pays accroissent leur participation au flux des IDE¹⁶.

En moyenne annuelle, les flux d'IDE sont passés de 50 milliards \$US dans la période 1981-1985 à 155 milliards \$US durant la période 1986-1990, atteignant les 200 milliards \$US au cours de cette année. En 1995, ils atteignent le chiffre record de 315 milliards \$US, malgré une conjoncture économique défavorable. Ainsi, sur la période 1985-1995, les flux d'IDE ont augmenté en moyenne plus de deux fois plus vite que le PIB mondial en termes nominaux.

La croissance rapide de l'IDE comprend une accélération des **acquisitions et des fusions** à l'étranger. Ce processus a été considérablement accéléré par la déréglementation financière et la création d'espace financier unifié, comme en Europe et le rôle joué par les marchés monétaires financiers globalisés. Le rôle de l'IDE et des fusions acquisitions apparaît encore plus nettement dans les secteurs des services. Malgré la stabilité de ce secteur dans le commerce mondial autour de 30%, la part de celui-ci dans flux annuels d'IDE atteint 60% au cours des années 90, contre 25% au début des années 70. Donc, si pour les services, le processus en est encore au stade de l'internationalisation, celui-ci se fait plus par l'IDE que par le commerce. Il tend par conséquent à se rapprocher du secteur industriel dans ses modalités d'adaptation à la mondialisation.

Les IDE constituent la part la plus importante des flux financiers, surtout en direction des pays non membres de l'OCDE. Le taux de croissance annuel est de 15%, soit un rythme deux fois plus rapide que le taux de croissance nominal du PIB de ces pays. Les flux au sein de la zone OCDE ont connu aussi le même taux de croissance. C'est une des raisons pour lesquelles la nécessité d'établir un cadre multilatéral de réglementation se fait de plus en plus sentir. A la suite des accords sectoriels conclus dans le cadre de l'Uruguay Round (sur le commerce, la propriété intellectuelle et sur le commerce des services), le projet d'Accord Multilatéral sur les Investissements (AMI) a pour objectif de regrouper en un seul instrument, les principes du traitement national de la clause de la nation la plus favorisée.

4. Les biens et services : mondialisation des échanges

La croissance rapide des échanges internationaux¹⁷ constitue le principal indicateur de l'ampleur de la mondialisation. Leur rythme de croissance est deux fois plus important que celui de la production mondiale. Les exportations mondiales sont passées environ de 6% en 1900 à 10% en 1929 avant la grande dépression et à 15% en 1992. Le taux de croissance des échanges a doublé passant de 4% à 8% en moyenne entre 1988-

¹⁶ CE (1997a)

¹⁷ CE (1997a), Le Monde (1997, 1998), le Courrier ACP/UE, Economie internationale (1997)

93 et 1994-96. De nouveaux espaces situés en dehors de la zone OCDE sont pour l'essentiel à l'origine de cette performance, avec un rythme deux fois plus rapide que celui des échanges mondiaux.

Le contenu des échanges a aussi évolué, avec un taux de croissance des échanges de produits primaires de 2,5% entre 1985 et 1995 contre 6,5% pour les produits manufacturés. La chute brutale des produits de base, de plus de 50% entre 1985 et 1995 pour atteindre 29% et la hausse parallèle des produits manufacturés se sont accompagnées d'une modification des termes de l'échange défavorable aux produits primaires, d'une diminution de l'intensité en ressources primaires des pays anciennement industrialisés et de l'apparition de nouveaux fournisseurs dans les autres pays.

L'essentiel des échanges internationaux est le fait de très grandes entreprises et des firmes multinationales qui opèrent avec des produits globaux sur des marchés globaux. Le commerce interne entre ces entreprises occupe une part croissante dans les exportations mondiales. Mais les PME ne sont pas en reste, car elles contribuent pour une part croissante aux exportations directes et indirectes par le biais des réseaux de fournisseurs, notamment dans les pays industrialisés. La globalisation industrielle correspond à ce type de commerce intra-branche, dont l'ampleur est difficile à évaluer. On touche ici aux limites des connaissances sur le rôle des firmes multinationales dans la modification de la structure des échanges mondiaux, en l'absence de données et surtout d'indicateurs statistiques adaptés.

Les échanges de services augmentent à un rythme deux fois plus rapide que les échanges de marchandises, pour s'élever à 23% des échanges mondiaux, soit 1 billion \$US. Mais dans ce secteur, se sont essentiellement les pays de l'OCDE et quelques autres pays asiatiques qui sont à l'origine des échanges. Ils devraient néanmoins connaître une croissance soutenue, avec la baisse des coûts de communication et de transport dû aux innovations technologiques, à la floraison des réseaux informatiques et la multiplication de la sous-traitance des activités de service à fort contenu d'information comme la RD, la programmation et la conception de logiciel, la gestion des titres, le marketing, les services à la clientèle, la gestion des stocks, les services juridiques, les services liés à l'éducation et à la santé. On estime qu'une part de 16% des emplois de services des pays du G7 pourrait être remplacé par des services proposés à distance. En 1990, ce marché a été estimé à près de 40 Milliards \$US, soit 6% des exportations des pays en développement ou émergent vers les pays de l'OCDE.

Le **commerce** constitue le domaine de la mondialisation où l'information est la plus abondante et qui est le plus facile à appréhender à l'aide d'indicateurs quantitatifs (voir annexe). L'accroissement du volume est la conséquence directe de l'abaissement des barrières douanières dans les pays industrialisés, de 40% à 4% depuis la fin de la deuxième guerre mondiale (1948). Entre 1950 et 1973, le commerce s'est accru à un rythme annuel de 8%, plus vite que le PIB mondial qui n'augmentait de 5% en volume. Après un ralentissement consécutif à l'abandon du régime de taux de change fixes et du premier choc pétrolier, il connaît depuis 1983 une expansion régulière, avec un taux annuel de 5,7%, dépassant nettement celui du PIB ((3,4) %). L'élasticité du commerce mondial par rapport au PIB constitue le principal indicateur de la mondialisation du commerce. Depuis le début des années 90, cet indicateur est passé à 2,12 contre 1,55 pour les années 80.

La contribution au commerce mondial du secteur des services mérite d'emblée d'être soulignée. Il représente un cinquième des échanges de marchandises avec 1000 Milliards \$US en 1995. Sa part s'est stabilisée depuis les années 70 en passant seulement de 29 à 32% en 1970 et 1985. Mais cette contribution, relativement faible, est en contraste marquée avec sa contribution à l'investissement direct étranger. Les services représentent environ 50% du stock des IDE et près de 60% des flux annuels. L'internationalisation des services par les IDE est surtout visible dans les secteurs des banques, des assurances et les services aux entreprises.

5. Les échanges humains : mondialisation des migrations

La transformation du paysage migratoire¹⁸ s'effectue sous l'effet de deux facteurs croisés : la maturation de la transition migratoire et l'abolition progressive des distances. L'extraordinaire multiplication du nombre d'habitants au sein des pays les moins avancées d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie fait qu'une partie de leur excédent de population par rapport à leur capacité économique se dirige vers les régions plus riches d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie Orientale. Cette situation est encore aggravée, dans le cas de l'Afrique, par les guerres, les famines et les conflits interethniques. L'accélération du mouvement des populations est l'expression la plus achevée de la contestation des frontières. Elle modifie la carte géostratégique du monde. Entre 1700 et aujourd'hui, le nombre d'habitant dans la moitié vide du monde - les deux Amériques, la Russie à l'Est de l'Oural - a été multiplié par 40, contre 8 seulement pour l'autre moitié habitable. Au moment de l'apogée de l'Europe vers 1930, la population ayant des racines européennes était de 35%. Elle est tombée à 20% aujourd'hui.

Depuis le début des années 60, la géographie des migrations a profondément changé. Les courants migratoires ont cessé d'être transatlantiques pour se transformer en déplacements de population à l'intérieur d'un même continent, environ 24 Millions - dont près de la moitié sont des réfugiés. Mais l'examen des soldes migratoires - qui constitue l'indicateur de mesure le plus fiable - confirme l'apparition de nouveaux pays de destination, à côté des États-Unis, de l'Allemagne unifiée, du Canada, de la France et de l'Australie. Il s'agit de l'Inde et de l'Arabie Saoudite. Les USA drainent à eux seuls la moitié des migrants de la planète. En ce concerne les pays d'émigration comme le Mexique, l'Inde et l'Irlande, ils sont à la fois pays de d'origine et de destination.

Le phénomène de mondialisation des migrations révèle entre autre que les USA tendent à devenir une "nation universelle" qui agglomère des populations venues du monde entier. Le Canada et l'Australie et plusieurs métropoles de l'Europe occidentale amorcent un mouvement analogue, même s'il est de moindre importance.

6. La mondialisation en question

La mondialisation actuelle apparaît comme un complexe de phénomènes protéiformes. L'économie est au cœur du processus, mais c'est la technologie qui l'impulse ; la finance en est le facteur d'entraînement, mais elle paraît scander par des décisions politiques ; l'avant-garde culturelle en ouvre la voie, mais l'idéologie et la religion ne sont pas en reste. L'accent mis ces dernières années sur le thème permet de prendre conscience de certaines dimensions mais aussi d'en gommer d'autres. C'est ce qui la fait passer comme une réalité émergente et une illusion d'optique, comme un défi et une réponse, un jeu à somme nulle et à somme positive. Pour les uns, elle est polarisante, inégalitaire et asymétrique et pour les autres, elle est facteur d'élévation des niveaux de vie et de convergence.

Au plan économique¹⁹, elle est accusée par certains économistes d'être coupable du chômage dans les pays industrialisés par le jeu de la concurrence des pays du Sud et les délocalisations, remettant ainsi en cause les enseignements de la théorie du commerce international. En fait le degré d'ouverture des pays de la Triade est plutôt faible, respectivement de 12%, 9% et de 10% pour les USA, le Japon et l'Union Européenne, au sein de laquelle se concentre la majorité des relations économiques mondialisées. Le volume des échanges entre la Triade et les pays à bas salaires est restreint. La mondialisation serait plutôt un puissant stimulant pour les réformes structurelles et organisationnelles et pour la compétitivité. Mais si la faiblesse de la productivité et les rigidités structurelles expliquent le chômage, on ne saurait passer sous silence la faiblesse de la demande mondiale, la fixation des taux de change selon des critères financiers qui ne permet pas l'équilibre de la balance commerciale, les relations qu'entretiennent entre elles les grandes firmes et institutions bancaires et financières.

¹⁸ Ramses 98

¹⁹ Krugman, GEMDEV, le Courrier, le Pen, Labarde, Boyer (1997), Siroen

Au plan politique²⁰, elle est accusée de disloquer l'État, de précipiter sa disparition ou tout au moins de favoriser son retrait. En fait l'éclatement des fonctions de l'État correspond à l'émergence d'autres acteurs comme les ONG et la société civile.

Au plan social²¹, elle est considérée comme une importante source d'inégalités. A l'appui de cette thèse, se trouvent les disparités de revenus de 80 à 100 \$US par habitant pour l'Éthiopie et le Rwanda contre 37 930 \$US pour la Suisse, soit un écart de 1 à 400. La concentration de la richesse mondiale entre les mains d'un cinquième de la population est passée de 69% en 1961 à 86% en 1991. Pendant ce temps, la part du revenu mondial d'un cinquième des plus pauvres de l'humanité est passée de 2,3% à 1,4%. Les 200 premières firmes réalisent 31% du chiffre d'affaires mondiale contre 24% en 1984 et 17% en 1960. Elles réalisent près de la moitié à deux tiers de la production et du commerce mondial. Les 500 premières firmes concentrent en leur sein 32 000 Milliards \$US des actifs, font 11 400 Milliards \$US du chiffre d'affaires et réalisent 320 Milliards \$US de profits. Ces profits sont supérieurs à la somme des PIB de 43 pays à faible revenu, non compris la Chine et l'Inde. Leur chiffre d'affaires équivaut à 47% d produit mondial de 107 pays à faible revenu, regroupant près de 4,5 Milliards d'habitants. Au total, quelques centaines de firmes porteraient la mondialisation de l'économie, avec toutes les conséquences que cela peut comporter pour la planète.

IV - ENJEUX

L'évaluation des enjeux de la mondialisation un cadrage prospectif qui permet de se prononcer sur le caractère réversible ou non du phénomène et de prendre la mesure des grands défis qui découlent de l'impact potentiel des scénarios d'évolution. En ce qui concerne le cadrage, divers scénarios sont proposés qui fournissent des appréciations sur l'avenir de la mondialisation. Selon que les facteurs de mondialisation sont prédominants ou en recul, le pronostic sur la réversibilité change de sens. Leurs impacts potentiels, selon le champ économique, politique et social et selon les espaces, déterminent le degré de mondialisation des acteurs et par conséquent la durée prévisible de l'achèvement ou de la disparition du processus. La prospective mondiale à l'horizon 2020 réalisé par l'OCDE²² servira d'ossature à ce chapitre, cette zone étant de plus en plus assimilée à un club de nations convergentes.

1. Scénario rose

Le scénario d'une **mondialisation heureuse ou réussie**²³ est d'inspiration libérale. Il repose sur des hypothèses de politique économique relatives aux efforts de réformes en vue de lever les obstacles artificiels aux échanges, au commerce et aux investissements et sur des hypothèses "techniques" au plan démographique, énergétique et de la gestion. Le reste de l'environnement est considéré comme passif.

La croissance rapide suppose que les gouvernements font de notables avancés dans la libéralisation, l'élargissement et l'approfondissement des marchés. Le principal déterminant de la croissance serait l'augmentation de la Productivité Totale des Facteurs (PTF). Dans la zone OCDE, l'expansion de la PTF pourrait être stimulée par quatre facteurs : les réformes et mesures de réglementation favorables à la concurrence, l'accélération de la mondialisation des marchés ; celle du progrès technique ; et la valorisation du capital humain. Ces facteurs, combinés à une utilisation intensive des technologies de l'information et de communication, à des changements organisationnels, à la biotechnologie, aux nouveaux matériaux et aux énergies de substitution pourraient se traduire par une croissance de la PTF au moins égale aux taux des années 70. Hors OCDE, c'est de l'interaction de plusieurs facteurs que résulterait la croissance : expansion de la population active, amélioration des qualifications, taux élevés d'épargne et d'accumulation du capital et forte progression de la productivité.

L'impact potentiel de ce scénario peut être évalué à l'aide d'un système cohérent de modélisation de la production mondiale en parités de pouvoirs d'achat constantes de 1992. Le PIB mondial serait multiplié par

²⁰ GEMDEV, Huttington, IFRI-Ramses 97, Toffler,

²¹ Ruffin, GEMDEV, Amin, Labarde, Observatoire de la mondialisation, Monde diplomatique (1997 et 1998), Chossudovsky

²² OCDE (1997), Geoscopie, de Foucauld, Godet, Huttington, Ruffin, IFRI-Ramses 96, The Economist (1993), Business_and_Economy

²³ Expressions empruntées à A. Minc et à M. Camdessus (REF)

2,5 en une génération (1995-2020) et un peu moins de la moitié de cette augmentation proviendrait des pays hors OCDE.

Les taux de croissance du PIB en progression seraient dans les pays hors OCDE de 6,5% en moyenne sur 25 ans et se maintiendraient au rythme actuel dans l'OCDE (2,9% en moyenne sur 25 ans) du fait de la croissance démographique dans les pays membres. La part des pays hors OCDE passerait de 44 à 67% et toutes les régions de cette zone y apporteraient leur contribution. Cinq "grands" pays (Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Russie) verraient leur part dans le PIB mondial passer de 20% à plus de 33%, pour dépasser celui de l'OCDE. La Chine serait de loin la plus grande économie du monde à l'horizon d'une génération et son PIB serait d'environ la moitié de celui de l'OCDE.

Ce scénario ne va pas modifier la distribution des revenus à l'intérieur des pays, même s'il permet une amélioration dans les familles à faible revenu. La pauvreté devrait reculer sensiblement dans plusieurs parties du monde, sauf l'Afrique subsaharienne qui ne parviendrait pas à compenser son écart de revenu par habitant par rapport à l'OCDE.

Au plan des relations internationales, on assisterait à l'émergence d'une société mondiale basée sur la coopération entre États et entre sociétés civiles. Dans le premier cas, il s'agirait des négociations internationales et du droit des relations internationales. Dans le second cas, il s'agirait des questions d'intégration sociale, de liberté d'opinion à l'échelle mondiale et de sécurité et d'assistance aux plus démunis, la gestion du patrimoine commun.

Sur cette base, le libéralisme économique tient ses promesses en répartissant effectivement ses bienfaits entre tous les pays. Des mécanismes compensatoires sont mis en œuvre pour ceux qui sont à la traîne. A l'horizon 2020, la communauté des nations serait étroitement interdépendante au plan économique et également attaché à un système normatif multilatéral fondé sur la concurrence et les principes de bonne gouvernance, unie par le même souci de sauvegarder les ressources naturelles, l'environnement pour les générations futures.

2. Scénario intermédiaire

Le scénario intermédiaire reflète le point de vue du courant institutionnaliste qui fonde ses hypothèses sur une crise au plan de la sécurité économique suffisamment sévère pour justifier **une mondialisation coordonnée**. Ce scénario envisage des changements ralentis et maîtrisés, qui se traduisent par une moindre libéralisation des marchés et par le ralentissement des réformes au niveau national, en particulier dans les domaines de l'assainissement budgétaire, des subventions intérieures et des politiques structurelles.

L'impact potentiel de ce scénario, évalué dans les mêmes conditions que le précédent, se traduit par un PIB mondial qui ne doublerait pas tout à fait. La convergence des revenus se limite à l'OCDE et à l'horizon 2020, aucune des autres régions ne parvient à réaliser les performances qu'elle affichait en 1995.

Dans ce scénario, la part des pays hors OCDE passerait de 44 à 56% attribuable à la croissance de l'Asie, les autres étant en stagnation ou en diminution. L'Afrique subsaharienne n'enregistre aucune amélioration de son revenu par

habitant par rapport à 1995. L'ensemble des prévisions du scénario rose est revu à la baisse, du fait du ralentissement de l'innovation technique, des rigidités structurelles et de la tendance des groupes socio-culturels à vouloir maintenir leur autonomie.

Les organismes régulateurs - G7, Agence internationale pour l'énergie atomique, OMC, FMI - jouent néanmoins leur rôle en créant des zones de stabilité à partir des actuels rapprochements économiques. L'ordre mondial resterait piloté par les États-Unis parce que personne n'a intérêt à un réajustement de son pouvoir d'achat ou d'emprunt. Les Européens, les Japonais et les ONG tentent de s'imposer comme relais pour prévenir les conflits Nord-Sud et Sud-Sud et négocier leurs effets.

3. Scénario gris

Le scénario gris, d'une **mondialisation conflictuelle** est diffusé par des scientifiques des conditions sociales, des historiens, qui prônent le réalisme, compte tenu de la permanence des problèmes de l'humanité (la guerre, la faim, l'injustice, la tyrannie, la mort) et de la tendance de l'homme à être un loup pour l'homme. Les risques de changement chaotique trouvent leur origine dans les conflits d'intérêt ou de valeurs entre les nations, les grandes régions, les civilisations et les idéologies. Le désordre touche toutes les régions et la planète, bouleversée est au bord de l'autodestruction. La fragmentation du monde pourrait connaître deux variantes. La première serait celle d'une fragmentation stable du fait de la faiblesse du mouvement intégrateur et des distances géoculturelles. La seconde variante reproduirait, en une fragmentation instable, les situations de guerres entre empires ou entre nations, vécues en 1914 et en 1939.

L'impact potentiel de ce scénario est, de toute évidence, le développement des guerres civiles, des migrations massives qui entraîneraient des réactions de repli identitaire et de racisme. Contre toute attente, les mesures de répressions brutales, de rejet des principes du droit de l'homme et des peuples et de la recherche de la paix et de la sécurité se multiplieraient, niant tous les acquis des relations internationales. Ce scénario est celui de l'interruption du processus de la mondialisation et d'exposition à terme de l'humanité au risque de "choc des civilisations".

4. Les défis à relever

On ne saurait passer sous silence les défis à relever pour l'Afrique. Ce continent ne peut plus rester en marge du processus. Mais son intégration risque de se faire dans une conjoncture défavorable et dans des conditions dramatiques.

A court terme, la crise financière en cours obéit à une dynamique encore difficile à appréhender. Mais il est certain que les espoirs placés dans les flux de capitaux privés pour soutenir la reprise de la croissance constatée dans la majorité des pays depuis 1995, pourraient s'évanouir, sans que le continent ait eu le temps d'en tirer un bénéfice et surtout sans qu'il soit pour quelque chose dans la propagation de cette crise. Mais cette dernière entraînera des révisions déchirantes dans les politiques monétaires et financières de nombreux pays, dont la monnaie est jusqu'ici ancrée sur le dollar ou dont l'essentiel des ressources extérieures provient de l'aide publique. C'est dire que la quasi-totalité des pays est concernée et est en voie d'être touché par les turbulences financières actuelles, alors qu'ils commençaient tout juste à desserrer l'étau des contraintes d'ordre conjoncturel qui les tenaillaient. Le principal défi à court terme pour ces pays est de préserver les acquis des réformes structurelles au moment où la globalisation financière se joue des fondamentaux des économies.

A moyen terme, le défi de l'Afrique est le combat contre les inégalités et la pauvreté. En effet il ne faut pas se méprendre sur la nature du processus de mondialisation et sur ce qu'il est permis d'en attendre, en dépit des arguments avancés par ses thuriféraires. La mondialisation n'induit pas, du moins à moyen terme une intégration totale des marchés et la levée de tous les obstacles aux échanges. Seules ces dernières sont en mesure de garantir à l'Afrique une participation aux échanges mondiaux et aux investissements, qui sont la source de croissance et d'élévation des niveaux de vie. Aux obstacles structurels internes à l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale, s'ajoutent des obstacles externes qui tendent à repousser le continent à la périphérie des connaissances et de la conscience planétaire et à l'exclure du village planétaire ou de la ville mondiale et à l'enfermer dans la trappe de la pauvreté. Les réponses à ces défis viendront des efforts d'intégration et de coopération régionale pour prévenir les conflits, valoriser les ressources, décloisonner les pays et créer des marchés solvables.

A long terme, les défis pour l'Afrique s'analysent en termes de convergence vers les revenus avec ceux des régions les plus développées de la planète. Bien que tous les pronostics soient défavorables en ce domaine, compte tenu de leur retard technologique, de la faiblesse du stock du capital humain et d'autres conditions initiales, les pays africains doivent en faire un objectif stratégique. Dans cette perspective l'ouverture, malgré les risques qu'elle entraîne, constitue un catalyseur de la croissance. Mais elle ne suffit pas. L'épargne, l'éducation et la formation constituent encore les principaux simulants.

L'analyse de ces défis suggère que l'Afrique est au cœur du processus de mondialisation, puisque c'est à ce continent qu'il revient d'en faire une mondialisation réussie.

CONCLUSION

Les problèmes qui résultent de la mondialisation, mais aussi les défis qu'elle permet de relever dépendent dans une certaine mesure des politiques et des stratégies qui seront mises en œuvre par les acteurs, tant au niveau des régions organisées, qu'au niveau des États et des grandes entreprises.

Cette étude avait pour but de fournir une base de discussion sur les défis de la mondialisation. Son but est d'aider ceux qui ont en charge la conduite de l'action diplomatique à élaborer un cadre pour la **politique extérieure et de coopération**. Ce cadre englobe nécessairement l'ensemble des politiques qui permettent de faire face aux enjeux de la mondialisation, à savoir la politique économique et financière, la politique extérieure et de sécurité, la politique sociale. En ce qui concerne la politique économique et financière, il importe de renforcer le système multilatéral pour qu'il soit plus favorable aux échanges, aux investissements, aux marchés des capitaux et aux migrations internationales. La coopération est indispensable dans ce domaine. Mais la question est de savoir dans quelle mesure il est nécessaire de créer un contexte de coopération dans des domaines fortement mondialisés, marqués par l'affrontement concurrentiel et où prévaut l'esprit de guerre économique mondiale. Le maintien d'un cadre concurrentiel à l'aide de règles du jeu stables et prévisibles et la promotion de l'innovation par des politiques judicieuses de développement de l'entreprise et des services connexes constituent les grands défis de politique économique. Le développement durable par la protection de l'environnement, l'utilisation efficace des ressources énergétiques et l'amélioration de la productivité agricole constituent aussi des défis sectoriels majeurs.

En matière de politique extérieure et de sécurité, le problème clé consiste prévenir les conflits de nature politique et à gérer l'implantation des activités géographiques de manière à assurer la cohésion des espaces et des sociétés qui y vivent. Il convient de mentionner à cet égard le rôle grandissant que la diplomatie économique, comme complément à la diplomatie politique, ce qui n'est pas sans conséquence pour le choix des instruments de la politique étrangère. Les politiques sociales en particulier les politiques d'éducation, doivent garantir le progrès pour tous, permettre l'affirmation de l'identité individuelle, de la diversité culturelle et le respect des valeurs universelles.

Bibliographie

- Adda J.: Mondialisation : genèses et problèmes, la Découverte 1996.
- Aglietta M. : Globalisation financière, l'aventure obligée, Economica, 1990.
- Amin S.: Les défis de la mondialisation, l'Harmattan, 1996.
- Attali J.: Dictionnaire du XXIe siècle, Fayard, 1998.
- Banque Mondiale : Note d'information, réunion BM/Afrique de Dakar, 1998,
- Beaud M. Introduction, in regards croisés sur la mondialisation, GEMDEV, 1998
- Boyer R./: Mondialisation, au-delà des mythes, la Découverte, 1997
- Boyer R.: Globalisation but still the century of nations, CEPREMAP, 1993.
- Cambon C. : Prospective, planification et programmation dans l'Europe du marché Unique, CES, J. O. n° 3, 1994.
- Camdessus M.: Globalisation of economy : the IMF experiences, 1996.
- Challand G.: Anthologie mondiale de la stratégie, Payot, 1990.
- Chesnais F. : La mondialisation financière, Syros, 1997
- Chesnais F.: La mondialisation du capital, Syros, 1996.
- Commission européenne (CE) : Rapport annuel, 1997 (a)
- CE : Vers le 5^e programme-cadre (1997(b))
- CE : L'étalonnage des performances pour la compétitivité, 1996.
- CE : G7 Ministerial Conference on the Global information society, 1995
- CE : The future of industry in global context, FAST, 1993
- Chossudovsky M. : Comment éviter la mondialisation de la pauvreté ? Monde Diplomatique Sept.1991
- De Boissieu C. Prospective financière, CGP, la Documentation française, 1992.
- De Foucauld J.B.: La France et l'Europe d'ici 2010, CGP, la Documentation française, 1993.
- De la Carrière G. C. : La diplomatie économique : le diplomate et le marché, Economica, 1998.
- Durand M.F./: Le monde : espaces et systèmes, FNSP/Dalloz , 1992.
- FMI : World economic outlook, 1996-1998.
- Ghali B. Les ententes régionales et la construction de la paix, Revue de Défense nationale, Octobre 1992
- Godet M. : Prospective stratégique, Dunod, 1998
- Goldin I./: Trade libéralisation : global economics implications, OCDE, 1993.
- Guellec D/ : Les nouvelles théories de la croissance endogène, la Découverte, 1995.
- Huttington S.: Le choc des civilisations O. Jacob, 1997.
- Joxe A. : Voyages aux sources de la guerre, PUF, 1991.
- Joxe A.: L'Amérique mercenaire, Stock, 1992.
- Kennedy P. Préparer le XXIe siècle, O. Jacob, 1994.
- Kennedy P. Grandeurs et décadences des nations, Payot, 1988.
- Krugman P.: La mondialisation n'est pas coupable, la Découverte, 1997.
- Krugman P.: Economie internationale, Nouveaux Horizons, 1995.
- Krugman P.: Strategic trade policy and the international affairs, MIT Press, 1986.
- Labarde P. /: Ah Dieu que la guerre économique et jolie, A. Michel, 1998.
- Le Pen Y. : La convergence internationale des revenus, Problèmes économiques n° 25584 mars 1998.
- Martre H.: Intelligence économique et stratégie d'entreprise, CGP, la Documentation française, 1990.
- Moreau-Defarges P.: La mondialisation : vers la fin des frontières ? IFRI-Dunod, 1993.
- Nora D. : Les conquérants du cybermonde, Calman Levy, 1996.
- OCDE: Le monde en 2020; vers une nouvelle ère mondiale, 1997
- OCDE : Les systèmes nationaux de financement de l'innovation, 1995.
- OCDE: Technologie et Economie : les relations déterminantes, 1990.
- OMC : Rapport annuel, 1997
- ONU : Agenda pour la paix.
- ONU : Agenda pour le développement.
- PNUD/NLTPS : Futurs africains : quelques repères, NEI , 1997.
- Porter M. : L'avantage concurrentiel des nations, Interéditons, 1992.
- Reich R. : L'économie mondialisée, Dunod, 1993.

- REF: Rapport moral sur l'argent, 1997
- Ruffin J. C. : L'empire et les nouveaux barbares, J. C. Lattes, 1990.
- Satchwald F.: Les défis de la mondialisation : innovation et concurrence, IFRI-Dunod, 1994.
- Siroen J.M.: L'intégration entre pays inégalement développés dans la régionalisation de l'économie mondiale :
une analyse comparative, CGP, 1996.
- Théry G. : Les autoroutes de l'information, la Documentation française, 1994
- Toffler A. : Guerres et contre-guerres, Fayard, 1993.
- Weidenfeld W./ : Guide de l'intégration européenne (PESC, relations extérieures), 1997.

Dossiers et rapports spéciaux sur la mondialisation

IFRI :

- Ramses 98 : Mondialisation : premier succès de l'OMC
Les stratégies internationales des entreprises
L'intervention d'après la guerre froide
La fin de l'aide au développement
- Ramses 97 : Questions sur la puissance
Economies émergentes
Les réalités de l'intégration régionale
Etats-Unis : une superpuissance en quête d'un rôle
- Ramses 96 : Repères pour une fin de siècle
L'ONU en question
Quelle identité politique extérieure pour l'Europe ?
- Ramses 95 : Deux fois deux mondes
L'ajustement des puissances
De la géopolitique à la géoéconomie ?
Atténuations des divergences macroéconomiques internationales
Mondialisation : la concurrence Nord- Sud
- Ramses 94 : Les piliers de l'ordre mondial
- Ramses 93 : Multilatéralisme : le GATT en crise
Le droit et les relations internationales
- Ramses 92 : Problématique du Nouvel Ordre Mondial
- Ramses 91 : L'environnement
- Ramses 90 : La fin d'une époque
Des armes pour le Tiers-Monde
- Ramses 89 : La société de communication ?
- Ramses 87 : Le poids de la démographie
- Ramses 85 : Flux des capitaux et économie mondiale.

Economie internationale : Mondialisation, convergence et négalités, CEPII, 1997

Economie internationale : 50 ans après Bretton Woods, CEPII, 1994

GEMDEV : Regards croisés sur la mondialisation, 1998

Le Courrier ACP : Mondialisation, Décembre 1997

Le Monde : Bilan du monde, 1998

Le Monde : Mondialisation, Dossiers et documents, Octobre, 1997

Le Monde : Penser l'économie mondiale, Les grands entretiens du Monde, 1996

Libération : Un nouveau monde, l'album 1973-1993, 1993

Monde diplomatique : La mondialisation est-elle inévitable ? , Mars 1997

Monde diplomatique : Internet, Manière de voir, 1997

Monde diplomatique : Un autre monde est possible, Mai 1998

Problèmes économiques : Mondialisation de l'économie : menace ou progrès,
Mars 1995

Revue STI : Innovation et normes, OCDE, 1995

The Economist: A survey of world economy: the hitchikers guide to cybernomics, 1997

The Economist/ Le Courrier : Le monde dans 150 années, 1993

Sites et pages d'accueil sur la mondialisation

Geoscopie

Observatoire de la mondialisation

Business_and_Economy: International_Economy